

Copernic Flash

Juin 2005



Fondation Copernic

*Pour remettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait
fonctionner à l'envers*

Les mésusages politiques du populisme

Annie Collovald
Université Paris X-Nanterre, LASP
Membre de Raisons d'Agir

Populisme : le mot a envahi les commentaires au soir du 29 mai. Hommes politiques, journalistes, savants mobilisés pour donner leur avis d'expert sur les résultats électoraux l'ont convoqué et invoqué pour qualifier et surtout disqualifier les électeurs du NON et tous ceux qui ont fait campagne contre le projet de traité constitutionnel. "Virus populiste", "épidémie de populisme" : le recours aux métaphores médicales signalaient l'anomalie scandaleuse de l'issue électorale et son caractère pathologique pour la démocratie et l'Europe. Il autorisait jugements injurieux – "bunker nationaliste", vision "fermée" du monde, impulsion xénophobe – et rapprochements politiques discréditants – les extrêmes auraient démontré leur profonde complicité et les représentants et électeurs de gauche auraient mêlé sans sourciller leur voix à celle de Jean-Marie Le Pen. "Anti-européens" et anti-démocratiques dans l'âme ou par cynisme, les porte-parole du NON auraient une fois de plus manipulé la crédulité d'électeurs ignorants et déboussolés prêts à croire toutes les promesses simplistes censées résoudre comme par magie leurs malheurs sociaux et portés par leur ressentiment contre les "élites" et contre les "étrangers". Témoignerait de leur "basse culture politique" leur faible niveau de diplôme – BAC ou BAC+2 – ne les protégeant pas, à l'inverse des électeurs du OUI plus titrés scolairement, des dérives irrationnelles de la déraison politique.

Nulla surprise dans ces interprétations : elles s'inscrivent dans la lignée des commentaires qui ont fait florès en 2002 pour expliquer l'inexplicable ascension de Jean-Marie Le Pen au second tour des présidentielles. C'était déjà la crise et les frustrations sociales, le manque d'éducation, le rejet des immigrés et des élites qui rendaient compte des votes FN en insistant, sur la foi de sondages, sur l'engouement subjugué des classes populaires pour le charisme de Le Pen et de ses idées xénophobes. Une différence pourtant : ces considérations sont désormais élargies à toutes les oppositions politiques. Mieux qu'en 2002, apparaît ainsi au grand jour l'implicite des usages actuels du "populisme" : fonctionnant à l'injure et aux préjugés sociaux et non à l'analyse empiriquement fondée, ils participent à une redéfinition de l'acceptable et de l'inacceptable en politique dont l'enjeu est l'imposition d'une démocratie réservée aux seuls "initiés" et "capacitaires" : une démocratie sans représentants, faite par et pour des "experts".

Le peuple : d'une cause à défendre au problème à résoudre

Le "populisme" suffit désormais à discréditer les classes populaires et ceux qui en parlent. On mesure alors l'ampleur de la révolution idéologique accomplie entre hier et aujourd'hui en se reportant aux usages à la fois politiques et savants qui avaient cours avant que le mot ne devienne une catégorie dominante d'interprétation du FN. Longtemps absent du vocabulaire public de la polémique politique où étaient préférés des termes comme « démagogie » ou « poujadisme », le « populisme » servait, selon la définition de Lénine, à dénoncer une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs. Dans l'univers scientifique traitant de la vie politique, il était employé aux Etats-Unis pour désigner les solutions archaïques et autoritaires trouvées par les pays du Tiers Monde accédant avec retard à la démocratie et en France par des spécialistes du monde communiste pour critiquer son ouvriérisme. Si le mot stigmatisait, c'était ainsi moins pour insister sur la dangerosité d'une mobilisation politique « directe » du peuple que sur le danger que représentaient *pour le peuple* des prétentions à le défendre venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts. A ce renversement radical des points de vue, va s'associer une version du populisme dans laquelle le faux-semblant est pris pour la réalité (1).

La notion, lancée par P.-A. Taguieff et reprise, sans inventaire, par les autres savants français à partir du milieu des années 1980 (une fraction des historiens et de la science politique pensant la vie politique à partir des idées ou des idéologies professées et non à partir d'une analyse sociologique des pratiques politiques) est directement issue de débats américains, très localisés idéologiquement, portant sur la « nouvelle droite ». S'opposant à d'autres définitions en cours aux Etats-Unis tant dans l'univers savant qu'à gauche de l'échiquier politique (2), cette version du populisme s'efforce de donner une apparence populaire et d'éthique philanthropique à une entreprise néoconservatrice sur le plan économique et politique, pour mieux la présenter comme révolutionnaire contre les conservateurs jugés dépassés. L'enjeu n'est pas, ainsi, de bouleverser l'ordre établi au profit des groupes les plus démunis ; il est de le bouleverser au profit de ces nouveaux prétendants bien plus radicaux dans le libéralisme économique que l'ancienne élite néolibérale (3). Faire du « populisme » ici ne consiste pas à valoriser le peuple, mais à se servir de lui pour conférer un semblant de légitimité sociale à une cause qui lui est étrangère. C'est dire combien les usages actuels de « populisme » abusent de la réalité en prêtant au FN un caractère populiste ou populaire. Ils dissimulent l'histoire politique de la notion mais aussi l'enjeu politique qu'a constitué initialement « l'appel au peuple ». L'appel au peuple, en effet, a d'abord consisté en une pratique de mobilisation des groupes défavorisés par le système de domination sociale et politique existant et une entreprise entendant réaliser l'émancipation politique des plus démunis en leur donnant une dignité et une voix dont ils étaient privés. C'est cette participation populaire à l'avènement concret de la démocratie que tend à faire oublier aujourd'hui l'accusation de populisme adressée au FN et à tous ceux qui osent s'opposer à l'ordre politique établi. En l'occultant, elle fait des groupes populaires un peuple indifférent et étranger à l'histoire de la démocratie. Elle y réussit d'autant mieux qu'elle les présente comme un "peuple sans classes" dans tous les sens du terme : sans position sociale ou professionnelle (on ne parle plus des ouvriers, des employés mais des "pauvres", des "exclus", des "sans : sans diplôme et sans revenu", des "gens d'en bas", une sorte de magma anonyme et indistinct) ; sans culture et sans convenances sociales et politiques (lorsqu'ils votent, ils votent mal, se trompent et sont enclins à s'en remettre à tous les démagogues forts en gueule surtout les plus indignes comme J.-M. Le Pen). Ce "constat", sans cesse rappelé, de l'engouement électoral des plus vulnérables pour le FN est démenti par de nombreuses enquêtes.

Les mésusages politiques du populisme

Vote populaire, vote xénophobe ?

Pas plus xénophobe qu'anti-élites ou anti-intellectuel, le premier vote des classes populaires c'est d'abord l'abstention. Les travaux de l'INSEE (portant sur des analyses des bureaux de vote et la structuration sociale locale et non sur des sondages) montrent que 10% des Français ne sont pas inscrits sur les listes électorales. 31% des sans diplôme ne votent pas. Ce phénomène affecte 31% des chômeurs, 27% des ouvriers non qualifiés, 26% des employés de commerce, 23% des ouvriers qualifiés. Sous l'angle de la participation électorale, il existe de très fortes inégalités sociales (par exemple, seuls 10% des instituteurs et des professeurs, 11% des cadres du privé et chefs d'entreprise s'abstiennent), ce qu'oublient les commentateurs électoraux. En clair, l'abstention est le premier parti ouvrier ou "populaire" et non le "populisme". Le problème le plus important n'est pas la progression du FN parmi les catégories sociales plus fragiles, c'est la montée de ce retrait électoral frappant les plus démunis et tendant à faire de la citoyenneté une pratique réservée au moins grand nombre. En 1995, 20% des ouvriers inscrits ne se rendaient pas aux urnes, ils sont 31% en 2002.

Le vote FN n'est pas non plus le vote de prédilection des ouvriers contrairement aux commentaires fondés sur les sondages. En 1995, 39% d'entre eux votaient à gauche, 24% à droite, 17% pour le FN. En 2002, ils sont 29% à apporter leurs suffrages à la gauche, 22% à la droite, 18% au FN. On le voit, le vote à gauche prédomine (mais derrière l'abstention) même s'il se raréfie fortement. On le voit aussi il existe un vote ouvrier à droite. Dans les années 1970, entre 30 et 40% des ouvriers votaient à droite, ce qui faisait alors dénoncer "l'ouvrier embourgeoisé et conservateur". La thèse du "gaucholepénisme" voulant que s'opère un transfert de gauche à l'extrême droite des votes ouvriers ne tient pas. De même d'ailleurs que la thèse concurrente d'un "ouvriérolepénisme". D'abord, on vient de le voir, parce que les ouvriers sont beaucoup moins présents dans l'électorat FN que ce qu'il en est dit. Ensuite, parce que si l'on regroupe les petits artisans, commerçants, chefs d'entreprise, professions libérales, cadres du privé qui composent en majorité l'électorat frontiste, se dessine un profil sociologique orienté vers le pôle économique (où les ressources économiques prédominent sur les ressources intellectuelles) qui rapproche considérablement le FN des partis de droite classique recrutant leur clientèle parmi ces mêmes catégories sociales. La mobilisation électorale du FN renvoie ainsi à une forme de radicalisation des électeurs de droite (et peu importe leur position sociale) et non à une conversion des électeurs de gauche. Enfin, l'ouvriérolepénisme est démenti autrement (4). Cette thèse soutient que l'appartenance au monde populaire prédispose à voter FN et, pour le démontrer, compte le nombre d'attaches au monde ouvrier (être ouvrier soi-même, avoir un conjoint ouvrier, un père ouvrier). Trois attaches au monde ouvrier inclinent à voter pour l'extrême droite. Pourtant, si l'on décompose ces électeurs selon leur génération, on s'aperçoit que c'est l'inverse qui prévaut. L'appartenance à l'univers populaire protège d'une inclination pour l'extrême droite. En effet, 47% des jeunes ouvriers de moins de 40 ans et ayant 3 attaches ouvrières donnent leur suffrage au FN contre 22% des électeurs âgés de plus de 40 ans (respectivement, ils sont 40% et 58% à donner leurs suffrages à la gauche). C'est dire qu'avoir été socialisé et inséré dans un monde ouvrier fortement constitué et représenté politiquement, comme c'était le cas avant la « crise sociale », il y a 20 ou 30 ans, préserve d'un vote FN. C'est la destruction de l'univers ouvrier qui désorganise les fidélités électorales et politiques et ouvre sur de nouvelles orientations électorales. Mais une fois encore ici, le raisonnement s'appuie sur les votants. Or c'est l'abstention qui est la plus forte chez les jeunes ouvriers. Rien ne dit dès lors que la forte appartenance au monde ouvrier n'incline pas les jeunes ouvriers au retrait électoral plus qu'au vote frontiste.

Ce n'est ainsi ni la frustration sociale ni "l'ignorance" qui prédisposent au vote FN. Ces explications n'ont pour elles que l'évidence de leurs préjugés et économisent la réflexion sur les causes du maintien en politique du FN. D'abord, il n'y a pas une seule raison, vague et générale, expliquant les mobilisations électorales dont bénéficie le FN mais plusieurs, parfois différentes, qui, toutes localisées, dépendent des diverses compétitions politiques locales (le FN et le vote FN ne sont pas les mêmes en Alsace, en PACA, dans le Nord-Pas de Calais). Ensuite, ces explications naturalistes empêchent de s'intéresser au jeu politique et aux effets de la concurrence politique. Est ignoré ainsi le travail d'inculcation

idéologique opéré non seulement par le FN depuis 1984 et son entrée sur la scène politique nationale, mais aussi par les autres partis politiques de gauche et de droite quand, chacun à leur façon, ils ont repris dans leur programme et dans leurs prises de positions publiques les thèmes défendus par le FN - sécurité, lutte contre l'immigration. Est évité également l'examen de la transformation de l'offre politique qui s'est produite depuis une vingtaine d'années et qui est allée, sans grande résistance, dans le sens d'une invisibilisation des groupes populaires et d'un abandon progressif de leurs intérêts sociaux. Enfin, le rôle des médias et des experts qu'ils convoquent pour interpréter le sens des résultats électoraux est passé sous silence. Or, par exemple, le "populisme" qu'ils dénoncent dans le FN a offert à ce parti une identité bien plus légitime dans l'indignité que le label d'extrême droite ou de fascisme qui le qualifiait précédemment. Ce que ses dirigeants se sont empressés de revendiquer. "Nous sommes le parti du peuple" ne cesse de répéter Le Pen sans que quiconque parmi les interprètes autorisés de la vie politique ne cherche à le démentir, eux qui situent la menace qu'il représente non dans son « déloyalisme » démocratique mais dans son caractère "trop démocratique" (le FN est dangereux parce qu'il veut donner "trop de place au peuple").

On comprend mieux dès lors l'efficacité politique redoutable des usages actuels du populisme et de la représentation stigmatisante des groupes sociaux les plus démunis. En justifiant la supériorité morale des élites sociales et politiques établies, elle autorise le retour de thèses réactionnaires ou hautement conservatrices comme celle, énoncée lors de la trilatérale dans les années 1970, voulant que les démocraties soient ingouvernables lorsqu'elles sont soumises "à une surcharge de demandes populaires" et qu'il faut lutter contre les "excès de démocratie".

Mieux vaut, face à un peuple réactionnaire et incompétent, une démocratie fonctionnant sans lui... Une démocratie censitaire ou autoritaire ?

- (1) Sur tous ces points, Collovald A., *Le "populisme du FN" : un dangereux contresens*, Broissieux, Ed. du Croquant, 2004.
- (2) Zinn, H., *Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2002.
- (3) Guilhot, N., « Une vocation philanthropique. Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151/152, 2004.
- (4) Lehingue P., "L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du FN ?", in Lagroye J., *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

